

Chiffres clés 2022

de la juridiction administrative



Nombre d'affaires jugées

9 833

au Conseil d'État

31 981

en cours administratives d'appel

232 332

en tribunaux administratifs

67 142

à la Cour nationale du droit d'asile



Effectifs

4 017

personnes font vivre
et fonctionner
la justice administrative
au quotidien

- 239 membres en activité au Conseil d'État
(34 % de femmes et 66 % d'hommes)
- 1 248 magistrats des tribunaux administratifs
et cours administratives d'appel
(50 % de femmes et 50 % d'hommes)
 - 442 agents du Conseil d'État
(60 % de femmes et 40 % d'hommes)
 - 1 426 agents des tribunaux administratifs
et cours administratives d'appel
(76 % de femmes et 24 % d'hommes)
- 662 agents de la Cour nationale du droit d'asile
(72 % de femmes et 28 % d'hommes)



Nombre d'avis rendus par le Conseil d'État

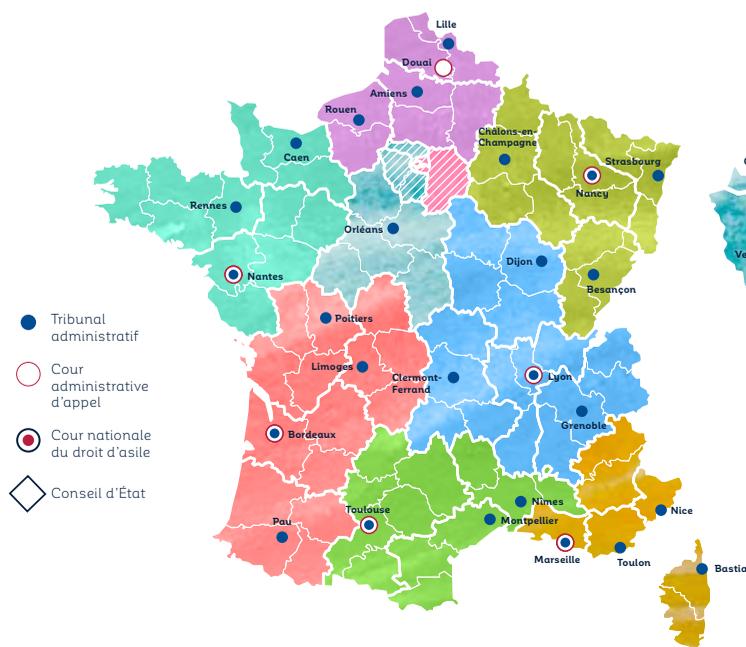
1 075

Budget exécuté en 2022



476,3 M€

Carte des juridictions administratives



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel
- 42 tribunaux administratifs
- La Cour nationale du droit d'asile





Les décisions

Affaires jugées

Délais moyen de jugement

Conseil d'État

9 833

- 15,5 % par rapport à 2021

dont jugées en urgence (référés) 527



7 mois 14 jours

▼ - 27,3 % entre 2012 et 2022

En 2022, le nombre d'affaires jugées est en baisse par rapport à 2021, mais il reste supérieur au nombre d'affaires enregistrées (9 772).

Cours administratives d'appel

31 981

- 5,6 % par rapport à 2021

dont jugées en urgence (référés) 1 486



11 mois 18 jours

▼ - 7,9 % entre 2012 et 2022

En 2022, le nombre d'affaires jugées est en baisse par rapport à 2021, mais il reste supérieur au nombre d'affaires enregistrées (30 446).

Tribunaux administratifs

232 332

- 0,40 % par rapport à 2021

dont jugées en urgence (référés) 47 936



9 mois 20 jours

▼ - 15,7 % entre 2012 et 2022

En 2022, le nombre d'affaires enregistrées est de 241 187.

Cour nationale du droit d'asile

67 142

- 2 % par rapport à 2021



6 mois 16 jours

▼ - 26 % entre 2012 et 2022

En 2022, le nombre d'affaires jugées est en baisse par rapport à 2021, mais il reste supérieur au nombre d'affaires enregistrées (61 552).

Télérecours



224 722

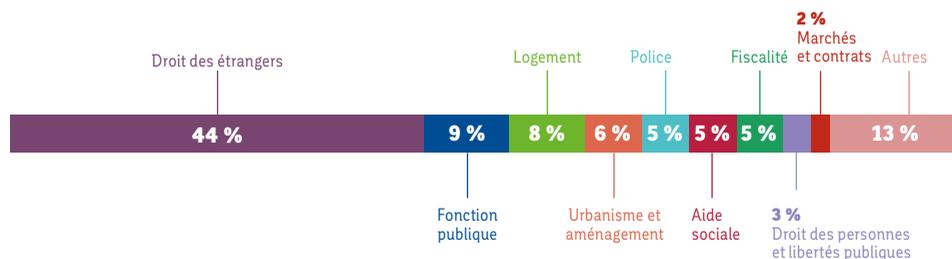
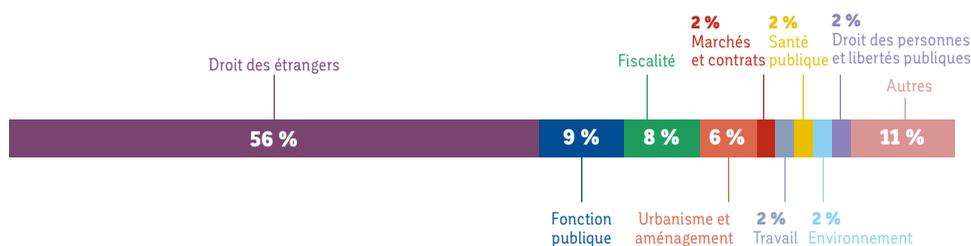
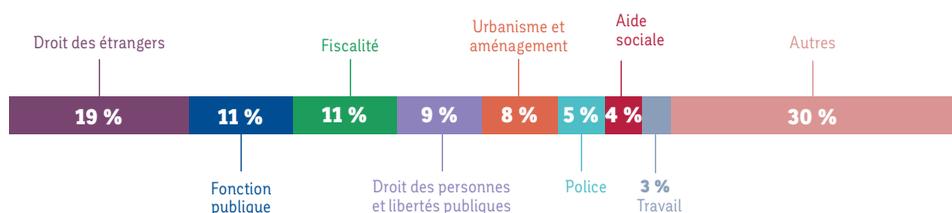
recours déposés via **Télérecours** (plateforme de dépôt des recours en ligne), dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont 24 410

via **Télérecours citoyens** (application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)



Répartition des affaires enregistrées par domaine contentieux



Les principaux pays d'origine des requérants



- | | |
|---------------|----------------------------------|
| Bangladesh | Géorgie |
| Turquie | Guinée |
| Afghanistan | République démocratique du Congo |
| Nigéria | Albanie |
| Côte d'Ivoire | |

Aide sociale : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Environnement : protection de la faune et de la flore, parcs naturels, éoliennes, pollution de l'air et de l'eau, mines et carrières, installations classées, etc.

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, taxes sur la valeur ajoutée, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et agents publics avec leur employeur.

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes d'HLM, etc.

Marchés et contrats : marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Santé publique : responsabilité des hôpitaux dans les actes de soin et réglementation sanitaire

Travail : licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.

Médiation

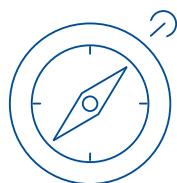


1 976

médiations terminées en 2022

44 % d'entre elles ont abouti à un accord

Médiations liées à un recours devant le juge administratif



Les avis juridiques et les études du Conseil d'État

1 075 avis rendus en 2022

73 projets de loi, dont :

- Projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat
- Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi
- Projet de loi relatif à l'accélération des énergies renouvelables
- Projet de loi portant sur les jeux Olympiques et Paralympiques 2024

45 projets d'ordonnance, dont :

- Projet d'ordonnance portant partie législative du code pénitentiaire
- Projet d'ordonnance relatif au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics
- Projet d'ordonnance relatif à l'apprentissage transfrontalier
- Projet d'ordonnance créant un régime de sanctions administratives et pénales permettant de réprimer le comportement de passagers aériens perturbateurs

30 projets de loi du pays, dont :

- Projet de loi du pays de Nouvelle-Calédonie portant sur la création de la taxe pour le développement et la promotion du tourisme de croisière
- Projet de loi du pays de Nouvelle-Calédonie portant sur la promotion de la santé et l'offre de prévention du plan de santé calédonien

12 questions du Gouvernement, dont :

- Question sur les possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et les conditions d'application de la théorie de l'imprévision

670 projets de décret réglementaire, dont :

- Projet de décret relatif à l'expérimentation d'un dispositif interdisant la distribution d'imprimés publicitaires en l'absence de consentement, dit « Oui pub »
- Projet de décret relatif aux obligations d'information précontractuelle et contractuelle des consommateurs et au droit de rétractation
- Projet de décret portant création de la réserve opérationnelle de la police nationale
- Projet de décret relatif aux modalités d'enregistrement et de diffusion de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne

245 projets de décret non réglementaire, dont :

- Projet de décret portant classement parmi les sites du département de la Haute-Corse, du site de la Haute Vallée du Fango comprenant la route forestière de Caprunale et le Capu Tafunatu, sur le territoire de la commune de Manso



2 études publiées en 2022

- Intelligence artificielle et action publique : construire la confiance, servir la performance
- Les réseaux sociaux : enjeux et opportunités pour la puissance publique